

Les communs au Sénégal : état des lieux et perspectives

El Hadj Faye²², Patrick d'Aquino²³, Alpha Ba²⁴, Jérémy Bourgoïn²⁵ et Djibril Diop²⁶.

INTRODUCTION

Le Sénégal est actuellement en plein processus de révision des textes qui gouvernent l'utilisation et la gestion des ressources naturelles (réforme foncière, révision des codes minier, forestier et de la pêche, élaboration d'un Code pastoral).

Dans le Sénégal précolonial, la gestion des terres et des ressources était faite selon des règles et des responsabilités fondées sur des pratiques et coutumes propres à chaque communauté. Ces droits coutumiers reposaient sur des règles de gestion collectives, familiales, et lignagères. Dans ce système, la terre et les ressources qu'elle porte n'étaient pas possédées, mais gérées à une échelle collective (*i.e.* famille élargie, lignage, village, communauté). L'enjeu n'était donc pas l'appropriation privative, mais la promotion de règles organisant l'accès, à l'intérieur du groupe, en fonction de l'usage ou de l'intérêt que l'on compte en tirer (Roche-gude, 2005).

Sur le plan de la gestion foncière, les nombreuses tentatives du pouvoir colonial d'imposer le régime de l'immatriculation et de la propriété individuelle se sont heurtées aux résistances des communautés locales qui ont maintenu leurs pratiques coutumières. Cependant, ces règles et pratiques ont évolué et ont été adaptées en fonction des contextes et enjeux conjoncturels.

Après l'indépendance, les autorités politiques ont opté pour une conception fondée sur l'appropriation commune de la terre, au niveau national, et la reconnaissance du droit d'usage à tous les membres de la communauté. Au terme de la loi 64-46 du 17 juin 1964, 95 % des terres du pays constituaient un patrimoine commun appartenant à la « Nation », dont la gestion de la plus vaste partie, à savoir les « zones de terroir », a été confiée aux populations locales constituées en instances administratives dotées d'une autonomie de gestion appelées « communautés rurales » (loi 72-25 du 25 avril 1972). Cependant, sur certains aspects, notamment sur les critères nécessaires à l'obtention d'une affectation foncière par le Conseil rural, la loi demeure imprécise (notamment sur les conditions et formes de mise en valeur de la terre, et la notion de résident). Ces imprécisions ont eu pour effet d'entraîner une interprétation tendancieuse de la loi, permettant d'un côté à certaines communautés de continuer à appliquer les pratiques foncières locales et, d'un autre côté, de faciliter des pratiques favorisant des acquisitions de terres au détriment de certaines activités rurales et de certaines communautés.

²² Chargé des Programmes Enda Pronat.

²³ Cirad, UR Green.

²⁴ Enseignant-chercheur ENSA, Université de Thiès, Gestes (UGB).

²⁵ Cirad, UMR Tetis et Isra Bame.

²⁶ Isra Bame.

Pour favoriser une meilleure application de la loi et une gouvernance foncière durable, plusieurs outils et démarches ont été expérimentés à la fin des années 1990 dans certaines zones du pays, notamment : les plans d'occupation et d'affectation des sols mis en œuvre dans la vallée du fleuve Sénégal (POAS : d'Aquino et *al.*, 2001) ou des méthodes de gestion communautaire de l'espace pastoral (unités pastorales – UP –, plans de gestion des parcours – PGP : Touré, 2015).

Depuis les années 2000, l'option des politiques publiques s'appuie sur des orientations libérales qui font la promotion de l'entrepreneuriat privé dans le secteur agricole pour augmenter la production agricole et atteindre des objectifs d'autosuffisance et de souveraineté alimentaire. Ces orientations, qui concourent à attirer de nouveaux opérateurs dans les territoires ruraux, se font dans un contexte où les conditions d'accès à la terre restent encore mal encadrées malgré la promotion d'outils de gestion foncière au niveau local et laissent libre court à un contournement de la législation. Elles mettent en exergue les ambiguïtés d'un système où droit légal, règles coutumières et pratiques frauduleuses peuvent coexister (Papazian et *al.*, 2016) et qui peut être générateur de conflits fonciers. Ce contexte de pression foncière est d'autant plus accentué par les défis multiples que connaît aujourd'hui le Sénégal : changement climatique, urbanisation rapide, demande croissante en ressources naturelles, insécurité de l'approvisionnement en aliments, en eau et en énergie pour une population en croissance (RPGHAE, 2014, FAO, 2015). C'est dans ce contexte qu'il faut replacer l'émergence d'un mouvement de la société civile sur la question foncière.

I. LOCALISATION DU COMMUN ET RESSOURCES CONCERNÉES

En 2008, le débat international concernant l'attribution de terres paysannes à des acteurs privés rencontre un grand écho sur la scène nationale, où des acteurs de la société civile et les acteurs ruraux revendiquent « une gestion sobre des ressources naturelles » et s'opposent à des attributions foncières à grande échelle et à une privatisation progressive du patrimoine foncier national. En réponse à ces différentes dynamiques, Enda Pronat, une des ONG les plus impliquées dans ces revendications, a lancé début 2014 une stratégie de mobilisation des paysans locaux dont l'enjeu était de les laisser construire leurs propres propositions de réforme foncière dans l'optique d'encadrer les acquisitions de terres à grande échelle et de sauvegarder le patrimoine foncier des communautés locales, mais également en alternative aux politiques d'attrait des investisseurs agricoles qui promeuvent l'appropriation privative des terres.

À l'époque, ces actions ont été suivies de beaucoup d'effets dans la région du fleuve Sénégal, où les mobilisations locales se multipliaient particulièrement contre un cas d'accaparement de terre au profit d'agrobusiness prévoyant de pratiquer l'agriculture irriguée à grande échelle pour la production de biocarburants. En 2012 en effet, l'État a accordé un droit d'exploitation à une société à capitaux multinationaux, l'entreprise Senhuile-Senethanol. La zone ciblée dans la partie haute de la vallée (le Fouta) à proximité du fleuve Sénégal, a longtemps été une zone de cultures de décrue associée à un élevage transhumant, puis, de par sa position et l'abondance de terres lourdes alluviales, elle est progressivement devenue une zone à forte potentialité hydro-agricole (Seck, 1985, 1996, 2009). La tentative de mise en œuvre de cette cession de terre a provoqué un conflit ouvert dans le village de Fanaye, qui s'est soldé par des pertes en vies humaines (Hopsort, 2012). En 2014, les autorités politiques ont décidé de relocaliser le projet dans un espace déclassé (pour l'occasion) de la réserve sylvo-pastorale du Ndiael, dans la communauté rurale de Gnith (département de Dagana). Dans cet arrière-pays pastoral de la basse vallée du Sénégal, les populations, en majorité pastorales, sont éloignées des centres administratifs et des lieux de pouvoir, dont les responsabilités sont souvent détenues par les agriculteurs. Du coup, leurs terres sont sous la menace de plus en plus vive d'affectations à des

projets agro-industriels, y compris avec l'aval de leurs collectivités locales. La décision de déclassement de la réserve de Gnith, adoptée en octobre 2012, remet en cause le droit d'usage pastoral exercé par trente-sept villages (environ 500 km²), dont certains avaient déjà précédemment été relocalisés dans cette zone par l'administration pour réduire le potentiel de conflits entre les agriculteurs et les éleveurs en périphérie du fleuve Sénégal. L'option de l'État de favoriser dans un même temps l'installation d'agrobusiness dans la zone, avec l'appui de la Banque mondiale (programme PDIDAS), ne fait que renforcer les risques déjà existants liés au changement climatique qui ont fini d'impacter de manière durable la disponibilité des ressources pastorales (salinité des terres, qualité et disponibilité de l'eau, disponibilité du pâturage, irrégularité pluviométrique, etc.).

Dans ce contexte, une mobilisation collective a progressivement rassemblé dans la zone de Gnith les nombreux villages concernés par cette menace, et des liens se sont aussi tissés avec la mobilisation de de Fanaye, afin d'aboutir non seulement à des propositions de réforme foncière, mais aussi à une proposition d'aménagement du territoire inclusif pour un développement local « sain, sobre et durable ». Ces dynamiques collectives initiées localement ont atteint une portée nationale : les villageois, et l'ONG Enda Pronat qui les appuie, souhaitant utiliser au niveau national ces expérimentations sociales locales pour prouver l'opérationnalité du développement alternatif qu'ils poursuivent, et comme preuve des capacités des paysans à proposer leur propre modèle de développement et les règles foncières le permettant. En effet, ces mobilisations revendiquent explicitement de traiter comme un même ensemble les questions foncières, les questions de développement et d'environnement.

II. LA MATURITÉ DU COMMUN

Dans les différentes zones où la mobilisation a été menée, mais aussi ensuite au niveau national (d'Aquino et *al.* 2017), les propositions qui émergent combinent toujours les règles foncières à d'autres règles et pratiques, depuis l'aménagement du territoire jusqu'aux modes d'organisation politique et de décision collective (Enda Pronat, 2015). Ces combinaisons variées sont considérées indispensables à une appréhension globale du socio-écosystème, sans approche sectorielle envisageant de façon séparée les règles et pratiques sur l'eau, la terre, les ressources forestières et l'organisation politique. La revendication d'un foncier « qui ne peut faire l'objet d'une appropriation privative » est le premier principe fondamental qui y est établi. Le foncier y est considéré comme un patrimoine de la collectivité et des futures générations, qui ne peut donc être approprié définitivement par qui que ce soit. Dans cette vision, le lien est organique entre régime foncier et préservation des socio-écosystèmes : « *distribuer la terre à des individus est une menace pour la préservation du patrimoine, puisque les intérêts individuels de l'attributaire passeraient au-dessus de l'intérêt collectif pour ce patrimoine* » (Enda Pronat, 2015). La règle de base de la politique foncière à laquelle ils aspirent est donc de ne pas créer de droits fonciers « réels », c'est-à-dire de droits fonciers aliénables et exclusifs, qui autoriseraient l'attributaire à utiliser la terre comme il le souhaite. La terre ne doit, par conséquent, n'être confiée qu'à un individu pour exploitation, tout en restant un patrimoine commun sous la responsabilité de la communauté. Ce principe était déjà constitutif de la coutume sénégalaise, mais son application, c'est-à-dire l'organisation collective pour sa mise en œuvre, a évolué au cours du temps. Face aux enjeux actuels, de nouvelles évolutions sont proposées : « *la responsabilité collective sur les terres serait assurée par une institution locale spécifique, composée de personnes choisies par la collectivité, à qui est confiée l'attribution régulière et la gestion des droits d'usage de la terre* » (cf. encadré ci-dessous). Cette institution est distincte du conseil municipal, dont le temps de référence, celui

du renouvellement des mandats électifs, leur semble beaucoup trop court par rapport à un enjeu patrimonial. À leurs yeux, l'institution locale responsable du patrimoine foncier devrait avoir un pas de temps de renouvellement beaucoup plus long, à l'échelle des enjeux de préservation du patrimoine, et être détachée des contingences à court terme de la politique locale. Concrètement, ils prônent l'intégration de représentants villageois et autres représentants non élus des populations.

Propositions de la société civile (mars 2015)

Notre question n'est pas « quelle est la meilleure réforme foncière ? », mais « quel est le système foncier le plus adapté à notre choix de société ? ». Nous voulons un foncier qui nous permettra de mettre en valeur nos terres avec nos propres moyens, accessibles, peu coûteux et respectueux de l'environnement, et qui nous assure une capacité à se développer tout en préservant la terre pour les générations suivantes.

1. Pas de droit réels (droit de propriété exclusif), mais des droits garantis d'usage et de gestion des terres.
2. Gestion des transmissions et des cessions par collectif mixte collectivité locale et villages.
3. Attribution possible (pas de droit réel) à un collectif autant qu'à un individu.
4. Gestion des attributions par un collectif mixte collectivité locale et village (y compris pour les investisseurs).

Source : Cadre de réflexion et d'action sur le foncier au Sénégal, 2016.

III. LES PARTENAIRES DU COMMUN

Deux arènes distinctes de mobilisation se sont rassemblées autour de cette idée de communs. Il y a d'abord les communautés locales qui se sont mobilisées contre un accaparement de terres, et pour lesquelles les débats que cela a entraînés, en particulier pour proposer de façon constructive une alternative à la politique étatique d'ouverture à la privatisation, aboutit à la reformulation d'approche des communs adaptée à leurs enjeux actuels. Il y a en parallèle cette mobilisation de la société civile au niveau national, motivée par les mêmes raisons, qui a constamment fait l'effort de supporter et d'intégrer les actions collectives locales lorsqu'elles émergeaient.

Le niveau local impliqué est donc distribué dans tout le pays, la société civile ayant mis en réseau les mobilisations qui y ont émergé (Hopsort, 2012). Les acteurs locaux mobilisés dans cette revendication puis expérimentation de cette approche « commun » du foncier sont les usagers des terres, les chefs de village concernés et une partie des élus locaux (les deux positions, communs *versus* privatisation sont partagées au sein des responsables des communautés). Au niveau national, Enda Pronat a animé cette mobilisation pour une responsabilité commune sur le foncier et son avenir, avec d'autres organisations nationales de la société civile réunies dans un Cadre de réflexion et d'action sur le foncier au Sénégal (CRAFS).

In fine, cette revalorisation des communs soulève aujourd'hui au Sénégal des enjeux fondamentaux, explicitement relevés par le CRAFS. Il s'agit d'abord de la question de la citoyenneté et du droit des communautés locales à avoir un regard sur une gestion responsable

des ressources et de la biodiversité de leur espace. Il s'agit ensuite d'un enjeu de droit « humanitaire » (droits de l'homme), lié à la nécessité de laisser les populations disposer des ressources nécessaires à leur sécurité alimentaire afin de mieux lutter contre la pauvreté et contre les inégalités. Sur un autre aspect, la formulation de cette approche des communs est une manière de reconnaître et protéger des usages multiples et imbriqués des territoires et de l'accès aux ressources, selon une matrice foncière beaucoup plus complexe que le simple droit de propriété (Leroy 2011). En somme, maintenir les communs, c'est contribuer pour ces acteurs à un « vivre ensemble » local et à réduire les conflits locaux potentiels et émergents, c'est améliorer la gouvernance locale à partir de la reconnaissance des droits citoyens, donc de la paix et de la stabilité sociale.

IV. LES MENACES SUR LE COMMUN

La première concerne la tendance à la privatisation des ressources, qui fragilise les modes d'utilisation et de gestion de ces ressources. Ces dernières années, les gouvernements successifs ont facilité beaucoup de transactions foncières portant sur de vastes superficies de terres au profit d'investisseurs, souvent étrangers (Land Matrix, 2016 ; COPAGEN, 2013). Cette orientation est particulièrement visible au niveau du processus de la réforme foncière où les principales propositions qui ont été formulées depuis plus de vingt ans, avant la montée en puissance des revendications supra en 2015 (d'Aquino et *al.*, 2017), vont dans le sens de la suppression du patrimoine foncier commun, à travers une généralisation de titres privés individuels ouvrant la voie à un marché foncier préjudiciable aux communautés de base. La conséquence la plus redoutée de la privatisation des terres du domaine national est celle qui consiste à priver d'accès à la terre les populations démunies. C'est cette tendance à la privatisation qui a été à la base de l'exclusion du système inclusif que constituent les associations des usagers des forages ruraux (ASUFOR) de la gestion de l'eau en milieu rural avec la création de l'Office des forages (OFOR) qui prône l'instauration du système de gestion privée des forages, sur la base d'appels d'offres. L'expérience du Niger montre qu'il faut éviter de mettre en place un dispositif de monétarisation de l'eau non soumis à un contrôle des communautés locales parce qu'un tel système serait créateur de situation de rente (Touré, 2015). Les réserves sylvo-pastorales et les espaces destinés à un usage collectif sont évidemment particulièrement ciblés. C'est le cas notamment de plusieurs forêts classées et réserves sylvo-pastorales, dont beaucoup sont progressivement déclassées à des fins agricoles, provoquant en particulier l'expulsion de plusieurs milliers de pasteurs.

La seconde menace réside dans la puissance de la conception dominante de la question foncière, pour laquelle il est très difficile de comprendre, puis d'accepter, une vision de la relation à la terre si différente, sans droits « réels ». Cette conception dominante est fortement ancrée chez beaucoup d'acteurs, de l'expert au décideur politique, et il est difficile de leur faire comprendre une vision si différente.

Comme le souligne Mariam Sow, la présidente d'Enda Tiers Monde, le défi concerne à la fois la légitimité scientifique, sociale, et politique de cette expression différente des relations entre sociétés et environnement.

V. MAINTIEN, RENFORCEMENT, DISPARITION DU COMMUN

Même si la volonté politique pour aller vers la mise en place de cadres de gestion communautaire a toujours fait défaut dans le pays, en termes notamment d'autonomisation réelle et complète des acteurs locaux, le Sénégal dispose encore sous certains aspects d'un cadre législatif et réglementaire favorable à l'émergence et à la consolidation de communs en matière de ressources naturelles. Il existe des modes de gouvernance qui ont prévalu dans le passé au niveau des communautés locales, dont certains aspects ont été conservés par les lois nationales post-indépendance et favorables à l'émergence de communs, et qui pourtant sont en passe d'être remis en cause avec les dynamiques et options notées au niveau central avec une volonté manifeste de favoriser l'installation des agro-industries.

Depuis l'indépendance, les lois foncières stipulent que les terres appartiennent à la nation, mais sont détenues par l'État qui laisse les populations locales y exercer leurs activités tant qu'un besoin public n'est pas déclaré. Pratiquement, cela revient à laisser en place les droits fonciers locaux qui permettent, en dépit de certaines formes de marginalisation de certaines catégories sociales, les meilleurs mécanismes pour promouvoir une équité foncière en milieu rural au Sénégal. De plus, les droits exercés sur les terres sont souvent des droits collectifs. Le maintien de cet esprit communautaire, avec une meilleure reconnaissance de l'agriculture familiale et du pastoralisme, s'appuie sur des formes d'usages forgées par les Sahéliens au cours des siècles. Plus complexes que la propriété privée, ils permettent d'une part à de nombreux usagers de coexister sur la même terre et, d'autre part, de s'adapter plus efficacement à l'extrême variabilité climatique que la simple propriété privée.

D'ailleurs, les propositions des organisations de la société civile sénégalaise insistent fortement pour que la réforme foncière et les processus législatifs en cours aillent dans le sens du renforcement de cette dynamique, et non pour leur remise en cause. L'enjeu est de sécuriser les possibilités d'émergence et d'exercice de communs à travers des lois nationales qui reconnaissent expressément les communs et posent les conditions allant dans le sens de leur mise en œuvre.

Les espaces à usage commun, comme les terres pastorales fortement menacées par exemple dans la zone du Lac de Guiers par l'installation d'entreprises agricoles, doivent être sécurisées, surtout contre les investisseurs privés. Comme le propose d'ailleurs la Commission nationale de réforme foncière, qui a fini par être sensibilisée aux revendications de la société civile, elles doivent avoir un statut de domaine public avec des systèmes de gestion inclusifs et performants.

Au niveau de la gouvernance, il serait impératif de maintenir les pouvoirs de la collectivité locale dans la gestion des terroirs, mais avec l'aménagement d'un véritable pouvoir de contrôle citoyen des communautés afin de pallier aux manquements notés dans la mise en œuvre de la loi sur le domaine national. Cette loi, bien que prônant une gouvernance des ressources basée sur les communs, n'a pas aménagé de mécanismes de contrôle citoyen pour suivre les actions des collectivités locales dans sa mise en œuvre. Concernant la gouvernance des ressources, il faudrait donc institutionnaliser une gestion au niveau des villages à partir de comités villageois paritaires regroupant l'essentiel des catégories d'acteurs. Les villages constituent pour les populations des références incontournables dans les pratiques de gouvernance foncière au niveau local. En effet, avec les communautés rurales, les villages ont toujours été au centre des processus de gouvernance foncière, même si le cadre juridique limitait leur place.

Face à la pression démographique et la raréfaction progressive des ressources naturelles, il est plus opportun de travailler à la formulation d'une loi-cadre au niveau national qui laisse aux communautés le soin d'élaborer, sous le contrôle de l'autorité administrative, leur schéma de gouvernance foncière au niveau communautaire à travers l'institutionnalisation d'outils (comme la Charte foncière, le POAS, le Système d'information foncière, etc.), dans le strict respect de l'égalité de sexe et de l'équité intergénérationnelle. Il s'agit d'éviter les biais constatés dans la gestion des anciens conseils ruraux. Ce principe assure la prise en compte des besoins des populations de garantir l'équité dans la gestion des ressources naturelles et la nécessité d'avoir une représentation équilibrée des différentes catégories d'acteurs dans les instances de gestion foncière au niveau local, afin de favoriser le dialogue et la concertation. Il doit se traduire par la création de comités villageois de gestion des terroirs.

Fort de ces constats, nous pouvons avancer que l'accompagnement de dynamiques pour le maintien des commons au Sénégal nécessite en premier lieu une sécurisation des processus de réforme en cours pour garantir des modes de gouvernance reconnaissant effectivement le statut de commun des ressources naturelles aux acteurs de base. Ensuite, il faudrait mettre l'accent sur les mesures d'accompagnement nécessaires, notamment le renforcement des capacités techniques et organisationnelles des communautés locales en matière de gestion des activités collectives pour leur permettre de se réapproprier la gouvernance de leur ressource. Sans cela, on assistera à une disparition des zones de pâture, la fermeture des accès aux points d'eau pour les troupeaux, la remise en cause de l'activité pastorale, le déplacement des communautés locales et éventuellement l'émergence et/ou la recrudescence des conflits entre agriculteurs et éleveurs.

Les dynamiques actuelles en cours avec différents acteurs du monde de la recherche et du développement au Sénégal constituent des opportunités pour renforcer les commons. À travers les collaborations entre acteurs du développement, chercheurs et ONG, notamment à travers l'expérience de l'initiative GITES (Gouvernance intégrée des territoires en zones sèches) au niveau de la vallée et de la zone du Lac de Guiers, il existe des possibilités de produire des connaissances et d'identifier des mécanismes d'accompagnement pour le maintien et l'émergence des commons au Sénégal. Il y a un fort intérêt à renforcer les collectivités territoriales dans le cadre de la décentralisation et d'apporter des éléments en faveur d'un renforcement de capacités basés sur une meilleure mise à disposition de la connaissance. En ce sens, le Réseau des villes vertes et écologistes du Sénégal (REVES), créé en fin d'année 2016 avec l'appui de Enda Pronat dans l'optique de renforcer le plaidoyer en faveur de la transformation sociale et écologique des territoires, pourrait être un bon partenaire.

RÉFÉRENCE BIBLIOGRAPHIQUES

Alissoutin Rosnert Ludovic, 2014. *Note d'orientation sur l'importance de la prise en compte des droits fonciers communautaires dans le processus de réforme foncière*, 22 p.,

Commission nationale de réforme foncière (2016), *Document de politique foncière*.

D'Aquino P., Ba A., Bourgoin J., Cefai D., Richebourg C., Hopsort S., Pascutto T. 2017. « Du savoir local au pouvoir central : un processus participatif sur la réforme foncière au Sénégal ». *Natures, sciences, sociétés*, 25, 4, <https://doi.org/10.1051/nss/2018001>.

Enda Pronat, 2015. *Et si on écoutait la terre pour une agriculture paysanne durable*. Dakar, NENA. http://www.endapronat.org/images/et_si_on_ecoutait.pdf.

Hopsort, S. 2012. *Étude des dispositifs endogènes de mobilisation au Sénégal, au travers de l'étude de cas d'un réseau d'acteurs de la société civile sénégalaise mobilisé contre l'accaparement des terres (le CRAFS)*. Rapport de master 2. UPR Green Cirad.

Le Roy, E. 2011. *La terre de l'autre: une anthropologie des régimes d'appropriation foncière*. Paris, LGDJ. Ministère de l'Environnement et de la Protection de la nature, Politique forestière du Sénégal 2005-2025, 105 p.

Papazian, H., d'Aquino, P., Bourgoïn, J., Ba, A. 2016. « Jouer avec diverses sources de régulation foncière : le pluralisme sahélien ». *Économie rurale* 27-44 DOI : 10.4000/economierurale.4904

RGPHAE. 2014. *Grand recensement 2013, rapport définitif*. Agence nationale de la statistique et de la démographie. Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan. République du Sénégal.

Seck, S. M., 1985. *Aspects fonciers et organisationnels dans le développement de la culture irriguée dans le bassin du Sénégal (Mali, Mauritanie, Sénégal)*, Dakar, Saint-Louis, OMVS-CEPC, 150 p.

Seck, S. M., 1996. « Sécurité et insécurité foncière dans les régimes et la législation foncière nationale face au développement de l'irrigation : quelques réflexions autour de la vallée du fleuve Sénégal ». in J.-C. Legoupil et al., 1996. *Gestion technique, organisation sociale et foncière de l'irrigation*, pp. 47-62.

Seck, S. M., 2009. « Changements institutionnels et difficultés de développement hydroagricole dans le delta du fleuve Sénégal : nouvelles dynamiques et recomposition autour de l'irrigation ». In *Organisations paysannes et développement local. Leçons à partir du cas du delta du fleuve Sénégal*. Dansero E., Luzzati E., Seck S. M (dir.). L'Harmattan Italie, 2009, pp. 21-52.

Touré, O., 2015. *État des lieux de la gouvernance des ressources pastorales et forestières au Sénégal*. 43 p.

Verdier, R., 1971. *Le droit de la terre en Afrique (au sud du Sahara)*, Paris, AISJ, Maisonneuve et Larose, 1971, pp. 67/88.